

Communiqué de presse

Sous embargo jusqu'au 30 mai, 00h01 CET

Contacts:

Barbara Rehbinder +41 (0)22 710 08 0860 (français, anglais)

Michael Kessler +34 655 792 699 (anglais)

Rebeca Lerer +55 11 99681 9637 (anglais)

La criminalisation de l'usage de drogues alimente l'épidémie d'hépatite C, véritable bombe virale à retardement.

En marge de la 23^{ème} Conférence Internationale sur la réduction des risques qui se tiendra la semaine prochaine, à Vilnius, en Lituanie, sept anciens présidents, Kofi Annan, Richard Branson et d'autres leaders internationaux, publient un rapport appelant à renoncer aux politiques répressives en matière de drogues afin de stopper la propagation de l'épidémie d'hépatite C et des autres conséquences négatives de la guerre contre la drogue.

Jeudi 30 mai 2013 (Genève, Suisse) - La Commission globale de politique en matière de drogues appelle à la décriminalisation de la consommation de drogues et à l'extension de mesures de réduction des risques scientifiquement prouvées, afin d'endiguer l'épidémie d'hépatite C parmi les usagers de drogues.

Le virus de l'hépatite C est très contagieux et se transmet par contact sanguin. Il affecte ainsi de façon disproportionnée les personnes qui s'injectent des drogues. Dans certains des pays où les politiques de drogues sont les plus répressives, plus de 90% des personnes qui utilisent des drogues injectables vivent avec l'hépatite C. Globalement, le virus de l'hépatite C est trois fois plus répandu que le VIH parmi les usagers de drogues et la plupart des personnes infectées par le VIH qui consomment des drogues injectables vivent aussi avec l'hépatite C.

Le rapport, intitulé « L'impact négatif de la guerre contre la drogue sur la santé publique: l'épidémie cachée d'hépatite C », dénonce l'échec des politiques répressives en matière de drogues et recommande des réformes immédiates du régime international de prohibition des drogues afin de stopper la propagation de l'épidémie d'hépatite C et des autres conséquences négatives de la « guerre contre la drogue ».

Partout dans le monde, la recherche a montré de façon constante que les politiques répressives en matière de drogues poussent les usagers à la marginalisation, augmentant les risques de contraction du VIH et du VHC et les empêchant d'accéder aux services de santé publique.

La « guerre contre la drogue », menée notamment par les États-Unis, la Russie et la Chine, a déjà causé des millions d'infections inutiles. Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, parmi les 16 millions de personnes qui s'injectent des drogues, 10 millions ont contracté le virus de l'hépatite C. Les chiffres les plus élevés sont rapportés par ces trois pays : la Chine (1,6 millions de personnes), la Fédération de Russie (1,3 millions de personnes) et les USA (1,5 millions de personnes).

Le virus de l'hépatite C provoque une maladie chronique qui s'avère mortelle dans environ un quart des cas. L'hépatite C est l'une des causes principales de mortalité chez les personnes qui s'injectent des drogues. Pourtant, s'ils sont délivrés à un stade suffisamment avancé et à l'échelle requise, les services de réduction des risques - tels que la fourniture d'aiguilles et de seringues stériles, l'accès à des centres d'injection sécurisés et à des traitements de substitution aux opiacés - peuvent prévenir efficacement la transmission de l'hépatite C chez les personnes qui s'injectent des drogues.

«L'hépatite C est une des maladies les plus négligées par les gouvernements à l'échelle internationale», a déclaré le Pr. Michel Kazatchkine, membre de la Commission et Envoyé Spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur le VIH/SIDA en Europe orientale et en Asie centrale. « Il est triste de constater qu'à peine une poignée de pays peut effectivement montrer une diminution des nouvelles infections d'hépatite C chez les personnes qui s'injectent des drogues ».

En Europe de l'Est et en Asie centrale, les épidémies d'hépatite C et de VIH sont toujours en croissance, et la consommation de drogues à injection est l'un des principaux facteurs de transmission.

Le rapport décrit comment un pays comme la Lituanie (où 2,8% de la population générale et 80% pour cent de la population utilisant des drogues injectables sont infectés), malgré des progrès certains en termes de fourniture gratuite par le gouvernement de traitements de l'hépatite C, n'arrive à atteindre finalement que 5% des personnes qui auraient besoin d'un traitement.

En Ukraine, où 260.000 usagers de drogues sont infectés par le VHC, suite aux efforts intenses de plaidoyer de la part de la société civile, un programme national de lutte contre l'hépatite C vient d'être approuvé, et ce, pour la première fois dans ce pays. Le prix des traitements a été divisé par deux au cours des négociations avec les sociétés pharmaceutiques.

Le rapport publié ce jour dénonce par ailleurs l'échec flagrant des politiques répressives sur la réduction de l'offre sur le marché mondial des drogues illicites, notant que l'approvisionnement mondial d'opiacés illicites comme l'héroïne, a augmenté de plus de 380% au cours des dernières décennies. La guerre contre la drogue contribue en outre à la croissance du crime organisé, à la violence et à l'incarcération à grande échelle des usagers de drogues. Or l'incarcération en masse des usagers non violents joue également un rôle majeur dans la propagation de la pandémie.

« La guerre contre la drogue est une guerre contre le bon sens », a déclaré Mme Ruth Dreifuss, membre de la Commission et ancienne Présidente de la Confédération Helvétique. « Les politiques répressives en matière de drogues sont inefficaces, violent les droits fondamentaux des personnes, génèrent la violence et exposent les individus et les communautés à des risques inutiles. L'épidémie d'hépatite C, totalement évitable et curable, est une preuve additionnelle que le statu quo en matière de politique drogues a lamentablement échoué ».

Il s'agit du troisième rapport publié par la Commission globale sur la politique en matière de drogues, un groupement constitué de dirigeants de haut-niveau, qui appelle à la réforme des politiques en matière de drogues vers une approche basée sur une perspective de santé publique, en mettant notamment l'accent sur la décriminalisation et en trouvant des alternatives à l'incarcération des usagers non violents. Publié en juin 2011, son premier rapport, la guerre contre la drogue, a généré une couverture médiatique sans précédent et a catalysé un débat international sur la nécessité d'un changement de paradigme pour le régime international de prohibition des drogues. Le deuxième rapport, intitulé La guerre contre la drogue et le VIH/SIDA, publié en juin 2012 peu avant la Conférence internationale sur le SIDA à Washington DC, a mis en évidence les liens entre la pandémie du VIH et la criminalisation de l'usage de drogues.

TÉLÉCHARGER LE RAPPORT COMPLET ET REGARDER DES VIDÉOS AVEC LES DÉCLARATIONS DES COMMISSAIRES:

www.globalcommissionondrugs.org/hepatitis

RECOMMANDATIONS DU RAPPORT

L'impact négatif de la "guerre contre la drogue" sur la santé publique : l'épidémie cachée d'hépatite C

- Les gouvernements doivent publiquement reconnaître l'ampleur de l'épidémie d'hépatite C et les coûts que cela induit en particulier pour les consommateurs de drogues, tant au niveau économique, que social et humain.
- Les gouvernements doivent reconnaître que les politiques en matière de drogues dominées par des pratiques d'application stricte de la prohibition favorisent la diffusion de l'hépatite C (au même titre que le VIH et autres dommages sur la santé). Elles exacerbent la marginalisation sociale des usagers de drogues et mettent en péril leur accès aux services de réduction des risques et de traitement.
- Les gouvernements doivent donc réformer les politiques drogues existantes, en mettant un terme à la criminalisation et à l'incarcération massive des usagers de drogues ou aux traitements forcés contre la dépendance.

- Les gouvernements doivent immédiatement rediriger les ressources de la « guerre contre la drogue » vers des approches de santé publique qui maximisent la prévention et l'accès au traitement de l'hépatite C, en collaboration avec les groupes les plus touchés.
- L'efficacité des politiques drogues doit être mesurée avec des indicateurs qui ont du sens pour les communautés affectées par l'épidémie, comme par exemple, le taux de transmission du VIH et de l'hépatite C, une baisse de la mortalité, un accès accru aux services, une réduction de la violence liée aux marchés de la drogue et une diminution des violations des droits de l'homme et des incarcérations liées aux drogues.
- Les gouvernements doivent lever toute restriction de fait ou de droit d'accès à du matériel d'injection stérile et aux autres services de réduction des risques. Ils doivent aussi garantir l'accès aux thérapies de substitution aux opioïdes, conformément aux conseils de l'Organisation Mondiale de la Santé. Il est important que ces services soient disponibles à grande échelle pour avoir un impact sur la transmission de l'hépatite C, tant au sein de la communauté que dans les lieux fermés comme les prisons.
- Les gouvernements doivent s'assurer que les usagers de drogues ne soient pas exclus des programmes de traitement, en établissant des stratégies nationales sur l'hépatite C élaborées avec la société civile - notamment avec les communautés également affectées par le VIH - ainsi qu'avec les acteurs concernés de la santé publique, de la politique sociale, de la politique drogue et de la justice pénale.
- Les gouvernements doivent améliorer la qualité et la disponibilité de données sur l'hépatite C, en renforçant les systèmes de surveillance et d'évaluation. Ceci contribuera à une prise de conscience politique et publique de la gravité de l'épidémie.
- Les gouvernements doivent augmenter leurs efforts pour réduire le coût des traitements de l'hépatite C – ceci inclut des négociations difficiles avec les laboratoires pharmaceutiques pour assurer un accès facilité aux personnes qui en ont besoin. Les gouvernements, organisations internationales et ONG doivent s'inspirer de l'exemple réussi de réduction des coûts de traitement du VIH dans le monde entier, notamment en promouvant une plus grande flexibilité en matière de protection des brevets afin de rendre les traitements plus accessibles.
- La Commission mondiale demande aux Nations Unies de démontrer son leadership et son engagement à promouvoir des réponses nationales basées sur les principes énoncés ci-dessus.
- **Agissons rapidement : la « guerre contre la drogue » a échoué et des dommages importants sur la santé publique pourront être évités si l'on agit maintenant.**

RÉSUMÉ

L'hépatite C est une infection virale chronique, fortement répandue, qui pose des problèmes majeurs de type économique, social et sanitaire, particulièrement dans les pays à bas et moyen revenus. Bien que l'épidémie mondiale d'hépatite C ait été décrite par l'Organisation Mondiale de la Santé comme « une bombe à retardement virale », elle ne reçoit toujours pas l'attention requise. L'accès aux services de prévention demeure insuffisant, tandis que les diagnostics et les traitements restent inaccessibles pour la plupart des personnes dans le besoin, en raison de leur coût prohibitif. La reconnaissance publique du problème et la volonté politique manquent, alors que les programmes nationaux de gestion de l'épidémie restent l'exception.

Le virus de l'hépatite C est robuste et il est très facilement transmis par contact sanguin. Cette épidémie connaît par conséquent une très forte progression chez les injecteurs de drogues : on estime à 10 millions (sur une population de 16 millions) le nombre de consommateurs qui vivent avec le virus. Dans les pays les plus répressifs, la plupart des injecteurs de drogues sont touchés ; c'est le cas en Thaïlande ou de certaines régions de la Fédération de Russie, qui connaissent des taux de plus de 90% d'infection.

Le virus de l'hépatite C est très handicapant et pour un quart des malades infectés, l'issue sera fatale. Il devient donc une cause croissante de mort prématurée chez les injecteurs de drogues. Globalement, la plupart des consommateurs malades du SIDA sont aussi infectés par l'hépatite C. Les dispositifs de réduction des risques - comme la mise à disposition d'aiguilles et de seringues propres ainsi que les thérapies de substitution aux opiacés - peuvent efficacement empêcher la transmission de l'hépatite C parmi les injecteurs de drogues, à condition que ces mesures soient accessibles et mises en œuvre à grande échelle.

Au lieu d'investir dans une prévention efficace et dans des programmes de traitement pour atteindre ces objectifs, les gouvernements continuent à gaspiller des milliards de dollars chaque année pour la répression et l'incarcération des consommateurs de drogues. Il s'agit d'une dilapidation de ressources limitées qui pourraient être beaucoup plus efficacement utilisées pour la santé publique et les approches préventives. Par ailleurs, les politiques répressives antidrogues ont accentué et empiré la stigmatisation, la discrimination et l'incarcération massive des usagers de drogues. La tendance à la primauté de la répression explique que les nouveaux cas d'infection à l'hépatite C n'ont pas connu, parmi les consommateurs de drogues, de diminution massive. Cet échec des gouvernements à contrôler cette épidémie est lourd de conséquences en termes de coûts futurs pour la santé et l'assistance sociale dans de nombreux pays.

En 2012, la Commission globale de politiques en matière de drogue a publié un rapport qui souligne à quel point « la guerre contre la drogue » a contribué à l'explosion de l'épidémie du SIDA parmi les

injecteurs de drogues. Le présent rapport attire l'attention sur l'hépatite C comme autre danger d'épidémie mortelle massive pour cette population. Le rapport fournit une brève vue d'ensemble du virus de l'hépatite C avant d'explorer les raisons de l'échec à endiguer cette épidémie, dans la logique actuelle de la « guerre contre la drogue ».

Le silence sur les dégâts collatéraux majeurs des politiques répressives sur les drogues a été rompu. Elles sont inefficaces, violent les droits humains fondamentaux, engendrent la violence et exposent les individus et les communautés à des risques inutiles. L'épidémie d'hépatite C en fait partie alors que cette maladie est évitable et curable à condition que la santé publique soit au coeur des politiques publiques en matière de drogues. Le temps d'une réforme en profondeur de ces politiques est arrivé.

LA COMMISSION GLOBALE SUR LES POLITIQUES EN MATIÈRE DE DROGUE

La Commission globale sur les politiques en matière de drogue vise à ouvrir un débat éclairé et scientifique, au niveau international, sur des moyens humains et efficaces de réduire les préjudices causés par les drogues aux personnes et aux sociétés.

OBJECTIFS

- Examiner les fondements idéologiques, l'efficacité et les conséquences de l'approche de la « guerre contre la drogue »
- Évaluer les risques et les avantages des différentes approches face aux drogues mises en œuvre au niveau national
- Formuler des recommandations factuelles pour réformer d'une façon constructive les lois et les pratiques sur les drogues

MEMBRES DE LA COMMISSION

- **Kofi Annan**
Ancien Secrétaire général des Nations Unies, Ghana
- **Louise Arbour**
Ancienne Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, présidente de l'International Crisis Group, Canada
- **Pavel Bém**

Ancien maire de Prague, membre du Parlement tchèque

- **Richard Branson**
Entrepreneur, philanthrope, fondateur du groupe Virgin, cofondateur de The Elders, Royaume-Uni
- **Fernando Henrique Cardoso**
Ancien Président du Brésil (*président de la Commission*)
- **Maria Cattai**
Ancienne secrétaire générale de l'International Chamber of Commerce, Suisse
- **Ruth Dreifuss**
Ancienne Présidente de la Confédération helvétique et ancienne Cheffe du Département fédéral de l'intérieur suisse
- **Carlos Fuentes**
Écrivain et intellectuel, Mexique, *in memoriam*
- **César Gaviria**
Ancien Président de la Colombie
- **Asma Jahangir**
Militante des droits de l'homme, ancienne rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Pakistan
- **Michel Kazatchkine**
Envoyé spécial du Secrétaire général de Nations Unies sur le VIH/SIDA en Europe de l'Est et Asie Centrale et ancien Directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, France
- **Aleksander Kwasniewski**
Ancien Président de la Pologne
- **Ricardo Lagos**
Ancien Président du Chili
- **George Papandreou**
Ancien Premier ministre de la Grèce

- **Jorge Sampaio**
Ancien Président du Portugal
- **George P. Shultz**
Ancien Secrétaire d'État, États-Unis (*président honoraire*)
- **Javier Solana**
Ancien Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et la politique de sécurité commune, Espagne
- **Thorvald Stoltenberg**
Ancien ministre des Affaires étrangères et Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Norvège
- **Mario Vargas Llosa**
écrivain et intellectuel, Pérou
- **Paul Volcker**
Ancien président la Réserve fédérale américaine et du Conseil pour la reconstruction économique
- **John Whitehead**
Banquier et fonctionnaire, président de la World Trade Center Memorial Foundation, États-Unis
- **Ernesto Zedillo**
Ancien Président du Mexique